

# Les Vingt-sept font les comptes de leur avenir post-Brexit

- Les Vingt-sept ont lancé des discussions préliminaires sur le budget de l'UE post-2020.
- Les points de vue divergent quant à la taille du budget, ou ce qu'il doit financer en priorité.
- Par ailleurs, les leaders ne veulent pas se laisser dicter le choix du prochain président de la Commission par le Parlement européen.

**P**arler d'argent. Voilà ce qui risque de faire voler en éclats l'unité de façade qu'affichent désormais les Vingt-sept sous l'effet du Brexit. Réunis à Bruxelles ce vendredi, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont dû commencer leur réflexion pour doter, au plus vite, l'Union d'un budget post-2020. Alors que beaucoup craignaient que ce sommet informel tourne au vinaigre, Donald Tusk, président du Conseil européen, a salué le fait que les Etats membres ont offert *"une ouverture d'esprit"*, plutôt que des *"lignes rouges"*.

*"La discussion a été moins conflictuelle que je ne l'avais prévu"*, s'est réjoui à son tour le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Sans doute parce que ce débat n'est que le premier d'une longue série et devait permettre aux leaders de l'UE de s'accorder, dans un premier temps... sur leurs désaccords.

## 1 Quelle taille aura le prochain budget européen ?

Déterminer le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE n'a jamais été une partie de plaisir. L'exercice s'annonce d'autant plus compliqué que le départ du Royaume-Uni rabotera le budget européen de plusieurs milliards d'euros par an, à l'heure où l'UE doit répondre à de nouveaux défis, tels que la sécurité, la défense et la migration.

Londres était particulièrement récalcitrant à toute augmentation du budget européen, qui s'élève actuellement à 1 % du PIB de l'UE. *"Donc, logiquement, le départ du Royaume-Uni devrait faciliter les négociations"*, espère un insider. Tenant compte de l'impact du Brexit et des priorités que les Etats membres se sont fixés, la Commission plaide donc pour un CFP

équivalent à 1,1 % du PIB européen, tandis que le Parlement avance même le pourcentage de 1,3 %.

La chancelière Angela Merkel, représentant le plus grand contributeur net de l'UE, s'est dite favorable à une *"augmentation limitée du budget"*, tout comme le président français Emmanuel Macron, qui a fait d'une Europe plus ambitieuse son leitmotiv. Au total, *"14 ou 15 Etats membres"* ont exprimé leur disposition à augmenter leur contribution, a souligné M. Juncker. Le signal est encourageant, mais encore faudra-t-il convaincre les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et l'Autriche qui sont déterminés à faire en sorte qu'une Union plus petite soit dotée d'un budget diminué. *"Ce qu'on ne veut pas, c'est avoir un poids en constante augmentation qui pèse sur les contributeurs nets"*, a prévenu le chancelier autrichien Sebastian Kurz. La Belgique ne s'est, elle, pas encore prononcée. *"Le débat démarre seulement et il prendra du temps"*, a souligné le Premier ministre Charles Michel.

Autre casse-tête annoncé : les implications de la disparition du *"rabais britannique"*. En 1984, les Etats membres ont dû se cotiser pour compenser la diminution de la contribution de Londres au budget européen. Certains plus que d'autres, l'Allemagne, la Suède et les Pays-Bas obtenant un *"rabais sur rabais"*, à savoir une réduction de leur participation à cet effort collectif. Avec le départ de Londres, le *"rabais sur rabais"* pourrait disparaître, comme l'a demandé le président français Emmanuel Macron au nom de la *"cohérence"* du CFP. Mais les bénéficiaires du système risquent de ne pas l'entendre de cette oreille.

*"On est confrontés là à un réel effet du Brexit"*, remarque un insider. Ce sommet n'avait aucune chance d'accoucher du montant du prochain CFP. Tout au plus, il devait *"montrer qu'il y a un désaccord sur la taille du budget, mais des chevauchements sur les priori-*

tés”, prédisait un insider. “Il ne s’agissait pas de rentrer dans une querelle de chiffres, mais de donner des orientations politiques”, a expliqué Emmanuel Macron.

## 2 Quelles en seront les priorités ?

Les chefs d’Etat et de gouvernement plaident d’une seule voix pour améliorer les performances de l’Union dans les domaines de la sécurité, la défense et la migration. En même temps, peu osent proposer haut et fort des coupes significatives dans la politique agricole commune (Pac) ou les fonds de cohésion, qui représentent 70 % du budget européen, mais sont chers à bien des Etats membres. Quand bien même les Vingt-sept s’entendraient pour augmenter le budget européen, “les ressources de l’Union ne sont pas illimitées”, rappelle toutefois une source européenne. D’aucuns voudraient donc concentrer l’argent là où l’Union peut apporter une valeur ajoutée. A ce titre, nombre d’Etats membres, comme la France et l’Espagne, arguent que la Pac est indispensable pour assurer la survie des agriculteurs, notamment dans les régions les plus pauvres. La Commission a, elle, proposé de réserver les fonds européens aux pays qui en ont réellement besoin pour favoriser une cohésion au sein de l’UE. Une idée boudée par l’Allemagne, mais que les Pays-Bas seraient prêts à soutenir.

Par contre, Berlin et la Haye se rejoignent, tout comme bien des contributeurs nets de l’UE, sur l’idée de conditionner l’octroi de fonds européens au respect de l’état de droit et du principe de solidarité face à la crise migratoire. “Je refuse que les fonds européens servent à financer la divergence fiscale, sociale et de valeurs”, a prévenu Emmanuel Macron. Même son de cloche côté belge : “Quand on est membre de l’UE, on l’est à part entière, avec ce que cela comporte en matière de solidarité et de responsabilité”, a insisté Charles Michel. Or les pays qui ne cessent de défer les valeurs européennes, comme la Hongrie et la Pologne – pour ne citer qu’elles –, refusent en bloc un tel système.

## 3 Quand le budget sera-t-il adopté ?

Tant la Commission que le Parlement européens exhortent en tout cas les Vingt-sept à aboutir au plus vite à un consensus, de sorte à adopter le prochain CFP avant les élections européennes de 2019. “Sans accord au Conseil européen avant la fin de l’année 2018, nous n’aurons pas de budget en 2020”, a mis en garde M. Juncker. Mais, conscients de leurs nombreuses divergences, les Etats membres se veulent, eux, réalistes. “Un accord cette année au Conseil européen me semble très difficile”, a prévenu Donald Tusk.

Maria Udrescu

# Sur la démocratisation du débat européen, le Parlement et les Vingt-sept se tiennent par la barbichette

Prévision météo à long terme : à la fin du mois de février de 2018, on peut déjà lancer un avis de tempête sur les relations entre institutions de l’Union européenne. Au début du mois, le Parlement européen a exprimé, mâlement, sa volonté que celui ou celle qui, en 2019, succédera à Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne soit l’un des “Spitzenkandidaten” désignés par sa famille politique européenne. “Beaucoup de leaders européens regrettent un peu le ton adopté dans la résolution du Parlement”, a glissé une source européenne, avant l’entame des débats. D’autant que les chefs d’Etat et de gouvernement de l’Union européenne ne l’entendent pas exactement de cette oreille.

Rétroactes. En 2014, les partis politiques européens (conservateurs, socialistes, libéraux, verts, gauche radicale) avaient en quelque sorte piraté le processus de désignation du président de la Commission, en présentant chacun leur candidat, une “vraie-fausse tête de liste” et en avançant que le poste devait revenir au “Spitzenkandidat” de la famille ayant remporté les élections européennes. Suite à la victoire du Parti populaire européen, ils avaient un peu forcé la main des Etats membres pour que ceux-ci adoubent leur champion, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Quatre ans plus tard, les chefs d’Etat et de gouver-

nement et des Vingt-sept contestent ce principe “d’automaticité” de la désignation du candidat vainqueur (ou ayant su nouer des alliances). Il l’apprécie d’autant moins que s’il peut servir les intérêts de députés ou de commissaires européens, il est défavorable aux chefs de gouvernement qui seraient intéressés, et seraient obligés de se dévoiler, plutôt que de tenter de rallier des soutiens en coulisses. “Je ne peux pas garantir à l’avance que les leaders européens proposeront un des ‘Spitzenkandidat’” en 2019, a clarifié le président du Conseil européen Donald Tusk, à l’issue du sommet informel qui s’est tenu vendredi à Bruxelles. “Que les partis politiques européens s’organisent pour désigner leur chef de file, c’est leur responsabilité, mais leurs décisions ne sont pas supérieures aux traités, qui précisent comment le Parlement et le Conseil interviennent dans le processus de désignation du président de la Commission”, a pour sa part commenté le Premier ministre belge Charles Michel.

Le Parlement européen s’est lui-même

piégé

Le principe n'est pas enterré, mais les leaders européens, jaloux de leurs prérogatives dans ce processus, ont en quelque sorte voulu remettre les eurodéputés à leur place. De quoi provoquer une certaine crispation du côté du Parlement européen. Au début du sommet, l'Allemand Manfred Weber, le puissant chef du groupe politique PPE, a tweeté que *"celui qui aspire à devenir le chef de l'exécutif européen doit être présenté aux électeurs avant le vote"*.

Réponse du berger à la bergère : *"La tendance lourde qui se dégage est de considérer qu'il y a eu un fait la fois précédente, mais qu'il y a quelque chose d'illogique sur le plan des principes. En toute logique, les 'Spitzenkandidaten' devraient être en lien avec des listes transnationales"*, poursuit Charles Michel.

Or, le Parlement européen a offert aux leaders européens une occasion en or de s'abriter derrière la résolution, votée début février, contre les listes transnationales – le PPE ayant fait défaut aux autres groupes pro-européens. *"Le Parlement européen a raté une occasion à cet égard"*, a souligné le président français Emmanuel Macron.

Reste que *"le Parlement européen doit élire le président de la Commission"*, a rappelé l'actuel titulaire du poste, Jean-Claude Juncker, insistant sur le fait que les chefs d'Etat et de gouvernement seraient inspirés d'en tenir compte, le moment venu.

Olivier le Bussy

*"Ce n'est pas  
logique d'avoir des  
'Spitzenkandida-  
ten' sans listes  
transnationales."*

**Charles Michel**

Premier ministre belge.